

Statuts de la Communauté de Communes de Montaigne Montravel et Gurson

oooooooooooooooo

Il a été créé le 25 octobre 2012 un établissement public de coopération intercommunale (EPCI), relevant de la catégorie juridique des communautés de communes (CC) et issu de la fusion de la CC du Gursonnais et de la CC de Montaigne en Montravel.

Article 1^{er} : Périmètre et composition

Le périmètre de la communauté de communes est constitué des communes suivantes :

- Bonneville et Saint Avit de Fumadières
- Carsac de Gurson
- Fougueyrolles
- Lamothe-Montravel
- Minzac
- Montazeau
- Montcaret
- Montpeyroux
- Nastringues
- Saint Antoine de Breuilh
- Saint Géraud de Corps
- Saint Martin de Gurson
- Saint Méard de Gurson
- Saint Rémy sur Lidoire
- Saint Seurin de Prats
- Saint Vivien
- Vélignes
- Villefranche de Lonchat

Article 2 : Dénomination

La communauté de communes ainsi constituée, composée des 18 communes figurant à l'article 1^{er}, est dénommée : Communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson

Article 3 : Siège

Le siège de la communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson est fixé à Vélignes.

Article 4 : Durée

La communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson est constituée pour une durée illimitée.

Article 5 : Composition du Conseil Communautaire

Le nombre et la répartition des sièges du Conseil Communautaire de la Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson sont conformes aux articles L.5211-6-1 et L.5211-6-2 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Article 6 : Composition du Bureau

Le Bureau est composé du Président, des Vice-Présidents, et des Maires des 18 communes membres ou leur représentant. Le nombre de Vice-Présidents sera déterminé par l'organe délibérant dans le respect des dispositions de l'article L.5211-10 du code général des collectivités territoriales (CGCT).

Article 7 : Fonctionnement du Conseil Communautaire et du Bureau

Les règles de convocation du Conseil Communautaire et les règles de validité des délibérations sont celles applicables aux conseils municipaux.

Le Bureau peut recevoir toute délégation du Conseil Communautaire à l'exception des matières visées à l'article L 5211-10 du Code Général des Collectivités Territoriales :

- vote du budget, institution et fixation des taux ou tarifs des taxes ou redevances,
- approbation du compte administratif,
- dispositions à caractère budgétaire prises par l'EPCI à la suite d'une mise en demeure intervenue en application de l'article L1612.15,
- décisions relatives aux modifications des conditions initiales de composition, de fonctionnement et de durée de la Communauté de Communes,
- adhésion de la Communauté de Communes à un établissement public,
- délégation de gestion d'un service public,
- dispositions portant orientation en matière d'aménagement de l'espace communautaire, d'équilibre social de l'habitat sur le territoire communautaire et de politique de la ville.

Le Conseil Communautaire constitue des commissions sur les sujets qu'il définit.

Lors de chaque réunion obligatoire, le Président, le Bureau et les rapporteurs des commissions rendent compte au Conseil Communautaire de leurs travaux.

Le Président exécute les décisions du Conseil Communautaire et représente la Communauté de Communes en justice.

Un règlement intérieur précisera les règles de fonctionnement du Conseil Communautaire ainsi que du Bureau.

Article 8 : Compétences

La communauté de communes de Montaigne Montravel et Gurson exerce en lieu et place de ses communes membres les compétences suivantes :

8.1 Compétences obligatoires

- 8.1.1 Aménagement de l'espace pour la conduite d'actions d'intérêt communautaire ; schéma de cohérence territoriale et schéma de secteur ; plan local d'urbanisme, document d'urbanisme en tenant lieu et carte communale ;
- 8.1.2 Actions de développement économique dans les conditions prévues à l'article L.4251-17 ; création, aménagement, entretien et gestion de zones d'activité industrielle, commerciale, tertiaire, artisanale, touristique, portuaire ou aéroportuaire ; politique locale du commerce et soutien aux activités commerciales d'intérêt communautaire ; promotion du tourisme, dont la création d'offices de tourisme ;
- 8.1.3 Aménagement, entretien et gestion des aires d'accueil des gens du voyage ;
- 8.1.4 Collecte et traitement des déchets des ménages et déchets assimilés ;

8.2 Compétences optionnelles :

- 8.2.1 Politique du logement et du cadre de vie d'intérêt communautaire ;
- 8.2.2 Création, aménagement et entretien de la voirie d'intérêt communautaire ;
- 8.2.3 Action sociale d'intérêt communautaire ;
- 8.2.4 Assainissement ;

8.3 Compétences supplémentaires :

- 8.3.1. Création, aménagement et gestion d'établissements de type Etablissement d'Hébergement pour Personnes Agées Dépendantes avec pôle de santé relevant des articles L 315-1 et suivants du code de l'action sociale et des familles
- 8.3.2. Création, aménagement et gestion de Maisons de Santé Rurales d'intérêt communautaire.
- 8.3.3 Aménagement numérique
- 8.3.4 Aménagement de rivière
- 8.3.5 Construction et aménagement d'équipements culturels et sportifs d'intérêt communautaire

Autres interventions

Réalisation de toute opération en lien avec les compétences transférées, pour les communes membres et pour les communes hors périmètre, par convention de mandat et dans le respect du Code des Marchés Publics (loi MOP).

Article 9 : Ressources

Les ressources de la Communauté de Communes sont constituées par :

- le produit de la fiscalité propre,
- la DGF et tout autre concours financier de l'Etat
- les subventions de l'Europe, la Région, le Département et les communes,
- le revenu de ses biens meubles et immeubles,
- le produit des emprunts, dons et legs,
- le produit des taxes, redevances et contributions correspondant aux services assurés
- les sommes qu'elle reçoit des administrations publiques, des associations, des particuliers, en échange d'un service rendu.

Article 10 : Réunions

Le Conseil se réunit au moins une fois par trimestre. Le Président peut convoquer le Conseil chaque fois qu'il le juge utile ou à la demande du tiers, au moins, de ses membres.

Article 11 : Modifications

Toutes modifications des présents statuts ne peuvent être adoptées que par délibérations concordantes du Conseil Communautaire et de la majorité qualifiée des communes membres en respect des dispositions du Code Général des Collectivités Territoriales (articles L5211-17 et L5211-20).

Article 12 : Dissolution

En cas de dissolution de la Communauté, la répartition des actifs ou la prise en charge du passif est déterminée par arrêté préfectoral (articles L5214-28 et L5214-29).

Article 13 : Autres dispositions

Toute disposition non prévue par les présents statuts est réglée conformément aux dispositions contenues dans le Code Général des Collectivités Territoriales.

Article 14 : Comptable public

La fonction de Comptable Public est exercée par le receveur de la Trésorerie de La Force 24130.

Article 15 : Régime fiscal

La Communauté de Communes Montaigne Montravel et Gurson est dotée d'une fiscalité additionnelle

Arrêtés à la date du 09 novembre 2016

Le Président,

Thierry BOIDÉ